

**Yémen - Colloque sur «l'évolution  
de la situation actuelle au Yémen et  
l'avenir de la paix» à l'institut du  
monde arabe - Propos de Jean-Marc  
Ayrault, ministre des affaires  
étrangères**  
(Paris, 14 avril 2017)

Monsieur le Premier ministre,

Messieurs les Ministres,

Monsieur l'Ambassadeur,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie vivement de m'avoir invité à participer à ce colloque consacré au conflit qui secoue le Yémen. Un conflit qui retient toute l'attention de la France pour ses implications humanitaires, politiques et stratégiques. Me trouvant en visite officielle en Chine, je regrette de ne pouvoir personnellement répondre à votre invitation mais j'ai souhaité vous transmettre ce message pour témoigner de notre engagement.

Je souhaite la bienvenue aux délégations saoudienne et yéménite, ici présentes.

Vous le savez, la France aborde cette douloureuse question avec la conviction qu'il est urgent de répondre sans plus attendre à la crise humanitaire qui accable la population yéménite ; qu'il est urgent d'obtenir un cessez-le-feu solide et de reprendre les négociations politiques car seule une solution politique pourra apporter une réponse durable aux divisions dont souffre actuellement le Yémen.

Dès mars 2015, la France se mobilisait, au conseil de sécurité des Nations unies, en faveur du rétablissement de la légalité au Yémen, notamment en co-parrainant la résolution 2216. Elle soutenait sans ambiguïté le gouvernement légitime, qui avait appelé à l'intervention d'une coalition de pays arabes pour restaurer la stabilité et l'unité du pays.

Face à l'offensive conduite par les rebelles en direction de la capitale et d'une grande partie du

pays, il était important que la communauté internationale marque avec fermeté son soutien aux autorités légitimes du pays et son rejet des méthodes employées par la rébellion.

Aujourd'hui, deux ans après le début du conflit, la France est préoccupée par l'impasse politique et militaire et par la catastrophe humanitaire que subit le Yémen.

Les rebelles houthis poursuivent leur entreprise de déstabilisation du pays, appuyés par l'ancien président Saleh et ses partisans. Ils bénéficient vraisemblablement de soutiens extérieurs qui leur permettent de conduire des offensives non seulement sur le territoire yéménite, mais également contre l'Arabie Saoudite et en mer Rouge. La sécurité maritime de la région, vitale pour le commerce mondial, est menacée.

Le bilan du conflit est terrible : selon l'ONU, 7.600 Yéménites ont été tués, plus de 42.000 ont été blessés.

Les conditions dans lesquelles sont menés les combats suscitent l'alarme des organisations internationales humanitaires chargées d'y veiller. Le scandaleux recours par les Houthis aux enfants soldats, que le haut-commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies a documenté, la prise en otage inacceptable de populations civiles, les effets catastrophiques des bombardements aériens sont autant de réalités qui doivent nous conduire à nous mobiliser pour que se mettent en place les conditions d'un cessez-le-feu crédible et respecté.

La communauté internationale et la France appellent chacun à respecter le droit international humanitaire. Elles rappellent que les populations civiles doivent être épargnées. Elles rappellent également que tous doivent garantir un accès humanitaire immédiat et sans entrave aux populations dans le besoin afin de permettre aux acteurs humanitaires d'acheminer les biens de première nécessité. Je pense notamment à Hodeïda.

Car le bureau des affaires humanitaires de l'ONU nous a alertés sur cette terrible réalité : les souffrances de la population yéménite sont insupportables. Dix-huit millions de Yéménites ont besoin d'aide humanitaire. Parmi eux, sept millions sont dans une situation de grave insécurité alimentaire. Le conflit a contraint trois millions de Yéménites à fuir les zones de combat. La population peine à accéder aux infrastructures de santé : environ quatorze millions de personnes n'ont pas accès aux soins de base. Le conflit aura un effet irréversible sur les jeunes générations : près de deux millions d'enfants sont mal nourris, et au moins deux millions sont déscolarisés.

La France est également très préoccupée par l'offensive que conduisent les groupes terroristes, al-Qaïda en péninsule arabique, Daech qui profitent de l'instabilité qui prévaut pour mener leurs opérations et s'installer sur des pans entiers du territoire yéménite, menaçant à la fois le pays lui-même et la sécurité internationale, en utilisant leurs bases pour organiser des attentats à travers le monde.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Vous le savez, la France entretient un dialogue confiant avec le gouvernement du Yémen et ceux des pays membres de la coalition, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis. Elle appuie les efforts faits par les Nations unies pour mettre toutes les parties autour de la table et pour construire les éléments d'une solution politique. J'exprime notre confiance en l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ismaël Ould Cheikh Ahmed, pour renouer le fil du dialogue et relancer la dynamique de paix, sur la base des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies et en tirant pleinement parti du travail diplomatique accompli ces derniers mois.

Nous avons espéré que les négociations de Koweït aboutiraient à une solution. Nous avons été déçus que l'intransigeance des uns ou des autres empêche l'accord. Je n'ignore pas les difficultés considérables qui s'opposent à l'établissement rapide de la paix et les réticences des uns et des autres à faire les concessions nécessaires pour permettre la reprise des pourparlers.

Je souhaite vous dire la conviction de la France : il est urgent de revenir à la table des négociations afin de discuter des volets politique et militaire d'une sortie de crise rapide et durable. Je l'ai dit à Son Excellence M. Al Mikhlafi, ministre des affaires étrangères du Yémen, en février dernier à Paris. Nous en parlons souvent avec mon collègue et ami, Son Excellence Adel Al Jubeir, ministre des affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite.

Nous voulons contribuer à ce que tous les interlocuteurs engagés dans la négociation soient aidés à faire les pas nécessaires.

Dans ce conflit, la France veut parler à tous les interlocuteurs de bonne foi, car toutes les composantes du peuple yéménite devront voir leurs aspirations légitimes respectées. Notre ambassadeur, M. Christian Testot, qui est basé à Riyad, rencontre régulièrement les autorités yéménites, s'entretient également avec d'autres acteurs du conflit et effectue des missions dans les pays environnants.

Il s'agit donc que chacun prenne aujourd'hui ses responsabilités. La population yéménite ne peut plus attendre. Nous connaissons tous les paramètres pour retourner sur le chemin de la paix : unité, pour écarter la menace d'une partition, fédéralisme, pour que chaque région puisse s'administrer dans la limite de ses prérogatives et inclusivité, pour qu'aucune composante de la société yéménite ne soit mise de côté.

Le Yémen doit retrouver la stabilité, pour lui-même, mais aussi pour la région. Il doit pouvoir le faire en étant libéré des ingérences extérieures, notamment celle de l'Iran. Il a besoin de renouer avec une cohabitation pacifique et démocratique entre toutes ses composantes : tribus, partis, provinces.

C'est ainsi que la France voit l'avenir du Yémen : pacifié, stable et uni. Le printemps yéménite en 2011 avait donné un formidable espoir à la population : la transition politique et les

élections, qui avaient porté le président Hadi à la tête du pays, s'étaient déroulées sans heurts.

Le Yémen n'est pas condamné à la guerre. Son peuple aspire la paix, ses voisins à la sécurité. Je souhaite que vos travaux aident à explorer des pistes nouvelles en ce sens.

Je vous remercie./.